

Gouvernement du Québec

Décret 301-2019, 27 mars 2019

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 35 000 000 \$, au cours de l'exercice financier 2018-2019, à IVADO LABS pour le financement de la réalisation au Québec de projets d'application de l'intelligence artificielle dans tous les secteurs industriels

ATTENDU QU'IVADO LABS est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, chapitre 23);

ATTENDU QU'IVADO LABS est un acteur en développement de solutions en intelligence artificielle destinées à l'industrie et un des principaux leviers d'exécution de SCALE.AI;

ATTENDU QU'il y a lieu de contribuer financièrement à la réalisation au Québec de projets d'intelligence artificielle dans tous les secteurs industriels;

ATTENDU QUE le paragraphe 2^o de l'article 6 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01) prévoit que dans l'exercice de ses responsabilités, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE l'article 7 de cette loi prévoit que le ministre peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et notamment apporter, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une aide financière d'un montant maximal de 35 000 000 \$, au cours de l'exercice financier 2018-2019, à IVADO LABS pour le financement de la réalisation au Québec de projets d'application de l'intelligence artificielle dans tous les secteurs industriels;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de gestion de cette aide financière seront établies dans une convention d'aide financière à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et IVADO LABS, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6,01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une aide financière d'un montant maximal de 35 000 000 \$, au cours de l'exercice financier 2018-2019, à IVADO LABS pour le financement de la réalisation au Québec de projets d'application de l'intelligence artificielle dans tous les secteurs industriels;

QUE les conditions et les modalités de gestion de cette aide financière soient établies dans une convention d'aide financière à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et IVADO LABS, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

70315

Gouvernement du Québec

Décret 302-2019, 27 mars 2019

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 32 500 000 \$, au cours de l'exercice financier 2018-2019, à MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle pour son fonctionnement et pour le développement de la grappe en intelligence artificielle

ATTENDU QUE MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, ch.23);

ATTENDU QUE MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle met en œuvre le financement de l'Institut canadien de recherches avancées et du Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada au Québec en partenariat avec le gouvernement du Québec, les entreprises et les fondations caritatives;

ATTENDU QUE MILA – Institut québécois d’intelligence artificielle a été créé par l’Université de Montréal et le Comité d’orientation de la grappe en intelligence artificielle pour la mise en œuvre de la Stratégie pour l’essor de l’écosystème québécois en intelligence artificielle et pôle de recherche en apprentissage automatique et profond;

ATTENDU QUE le paragraphe 2^o de l’article 6 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l’Innovation et de l’Exportation (chapitre M-30.01) prévoit que, dans l’exercice de ses responsabilités, le ministre de l’Économie et de l’Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE l’article 7 de cette loi prévoit que le ministre de l’Économie et de l’Innovation peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et notamment apporter, aux conditions qu’il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l’autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d’actions ou de projets;

ATTENDU QU’il y a lieu d’autoriser le ministre de l’Économie et de l’Innovation à octroyer une aide financière d’un montant maximal de 32 500 000 \$, au cours de l’exercice financier 2018-2019, à MILA - Institut québécois d’intelligence artificielle pour son fonctionnement et pour le développement de la grappe en intelligence artificielle;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l’article 3 du Règlement sur la promesse et l’octroi de subvention (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l’approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de gestion de cette aide financière seront établies dans une convention d’aide financière à être conclue entre le ministre de l’Économie et de l’Innovation et MILA – Institut québécois d’intelligence artificielle, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l’Économie et de l’Innovation :

QUE le ministre de l’Économie et de l’Innovation soit autorisé à octroyer une aide financière d’un montant maximal de 32 500 000 \$, au cours de l’exercice financier 2018-2019, à MILA - Institut québécois d’intelligence artificielle pour son fonctionnement et pour le développement de la grappe en intelligence artificielle;

QUE cette aide financière soit octroyée selon des conditions et des modalités de gestion qui seront établies dans une convention d’aide financière à être conclue entre le ministre de l’Économie et de l’Innovation et MILA – Institut québécois d’intelligence artificielle, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

70316

Gouvernement du Québec

Décret 303-2019, 27 mars 2019

CONCERNANT l’octroi d’une aide financière d’un montant maximal de 10 000 000 \$, au cours de l’exercice financier 2018-2019, à la Ville de Longueuil pour la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains

ATTENDU QUE la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains situés notamment sur le territoire de la ville de Longueuil sont nécessaires afin qu’ils soient disponibles à des fins de développement économique;

ATTENDU QUE le paragraphe 2^o de l’article 6 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l’Innovation et de l’Exportation (chapitre M- 30.01) prévoit que dans l’exercice de ses responsabilités, le ministre de l’Économie et de l’Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE l’article 7 de cette loi prévoit que le ministre peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et notamment apporter, aux conditions qu’il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l’autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d’actions ou de projets;

ATTENDU QU’il y a lieu d’autoriser le ministre de l’Économie et de l’Innovation à octroyer une aide financière d’un montant maximal de 10 000 000 \$, au cours de l’exercice financier 2018-2019, à la Ville de Longueuil pour la décontamination, le réaménagement, la revalorisation et la mise à niveau de terrains;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de gestion de cette aide financière seront établies dans une convention d’aide financière à être conclue entre le